

pris la direction de la commission du havre à Toronto, j'ai eu un entretien à Ottawa avec le ministre de la Marine et des Pêcheries, M. Hazen, homme très brillant qui a rendu de précieux services pendant la première Grande Guerre. C'était le père de l'ancien député de Saint-Jean-Albert.

A cette époque, on affectait aux Grands lacs une embarcation, longue comme d'ici au bureau de l'honorable vis-à-vis. Elle était munie de rames et ainsi de suite. C'était là le seul moyen de secours. Sur les Grands lacs où tant de désastres sont survenus, aucun poste de sauvetage n'est à la disposition des voyageurs. Ce qui s'est passé à bord du *Noronic* samedi dernier à Toronto aurait pu se produire à bord du *Cayuga* et des navires qui se rendent à Port-Dalhousie. Un de ces vaisseaux a brûlé dans le havre même. Les directeurs m'ont répondu par écrit que le navire n'était pas encore en service. Cependant, je l'avais aperçu sur son parcours; c'était un bâtiment délabré venu des provinces Maritimes quarante ans plus tôt et affecté à la route de Port-Dalhousie. Les administrateurs ont affirmé, cependant, que ce navire n'était pas encore en service. Pourtant, deux fois par jour, à huit heures et quart le matin et à deux heures et demie l'après-midi, je voyais partir ce vaisseau. Le vieux *Northumberland* était en service depuis environ quatre semaines au moment où les directeurs m'ont affirmé qu'il n'avait fait aucun voyage.

Le vaisseau a brûlé au quai et il n'y avait aucun moyen de sauvetage dans le port. Ce que j'en dis s'applique aux voies de navigation intérieures. Au lac Simcoe, lorsqu'il y a noyade, les gens s'adressent au poste de sauvetage de Toronto. J'ai mentionné cet après-midi le député de St. Paul's (M. Rooney). Il a vu le camion du poste de sauvetage de Toronto se rendre sur les lieux. Ce service, que défraient les contribuables de Toronto, coûte environ \$80,000 par année. Les gens du lac Simcoe, de Huntsville et d'autres endroits téléphonent tout simplement au service de sauvetage de Toronto pour demander qu'on vienne retrouver les noyés.

Voilà tout ce que j'ai à dire. Nous voulons qu'on enquête à fond sur le désastre, et non pas qu'on cherche à absoudre les coupables. Pas de disculpation, mais des faits. Les gens veulent connaître la vérité toute la vérité et rien que la vérité. On leur dissimule les faits concernant cette affaire. Je ne vois pas pourquoi des gens des municipalités s'opposeraient à ce que nous sachions ce qui est arrivé à ce vaisseau. C'est un navire-hôtellerie, où l'on peut faire ce qu'interdit la fameuse loi, celle de la marine marchande au Canada. Ils veulent une enquête aux ter-

mes de cette loi au lieu d'une enquête régulière aux termes de la loi des enquêtes.

Il faut qu'une enquête sérieuse ait lieu.

Je souhaite que nous retournions bientôt au commerce préférentiel. Nous savons déjà ce qu'il a fait pour le Canada. Nous savons tous ce que le grand Joseph Chamberlain a fait, pendant sa vie, pour la ville de Birmingham. C'est lui qui a créé la politique des préférences. La première fois que nous l'avons eue, c'était sous sir Wilfrid Laurier et M. Fielding. Ils ont proposé une préférence de six cents à l'égard du boisseau de blé. Puis il y a eu mon ancien chef, lord Bennett, qui lui aussi préconisait cette ligne de conduite. Oublions donc ici tout cet isolationisme, tout ce séparatisme. Retournons donc aux bonnes vieilles façons de faire. Quelle aurait été la situation de notre pays au début des années 30, quand nous abandonnions l'étalon-or un jour pour y revenir le lendemain, n'eût été notre commerce préférentiel avec les dominions? Ces mêmes principes s'appliquent encore aujourd'hui. C'est sir Wilfrid Laurier qui a inauguré ce programme en 1897, de concert avec M. Fielding. Ce qui faisait l'affaire du gouvernement de cette époque devrait être assez bon pour le gouvernement actuel.

Nous devrions commercer avec les autres dominions qui ont combattu à nos côtés au cours de deux guerres. N'eût été l'aide accordée à la Grande-Bretagne par les dominions, nous aurions perdu la première. Il nous a fallu attendre quelque temps avant que nos amis du sud entrent dans la guerre. Lors de la seconde guerre mondiale, les dominions se sont portés au secours de la mère patrie, mais ils sont accourus dix fois plus nombreux que la première fois. Nous avons sauvé l'univers entier avant Pearl-Harbour, avant l'entrée des États-Unis dans le conflit.

Notre pays devrait acheter de la mère patrie. On devrait rétablir le régime des préférences. C'est par ce moyen qu'on a sauvé notre pays au cours des années 30, à l'époque où lord Bennett dirigeait notre parti. En vertu de ce programme, le commerce entre le Canada et la Grande-Bretagne augmenta de 43 p. 100, tandis que celui de la Grande-Bretagne avec les dominions s'accrut de 41 p. 100. En outre, le commerce du Canada avec tous les pays de l'univers prit de l'expansion.

Une magnifique exposition commerciale a été tenue à Toronto sous les auspices du ministre du Commerce (M. Howe). Nous avons pu voir ce qu'offraient l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les autres dominions. Nous devrions commercer autant que possible avec les autres dominions et rétablir le ré-